

Nous souhaitons vous alerter sur la situation de la papeterie M-Real située à Alizay.

Cette usine est un enjeu majeur pour l'emploi dans ce bassin industriel, elle emploie à ce jour 415 personnes et en fait travailler environ le triple dans le cadre des fournisseurs et des sous-traitants (exploitants forestiers, entreprises de logistique, entreprises de maintenances...)

C'est aussi un enjeu majeur pour la production d'énergie à partir de produits écologiques (biomasse en projet) mais aussi à partir de la revalorisation des résidus chimiques issu de la fabrication de la pâte à papier.

La fermeture actuelle de la production de pâte à papier à partir de la fibre végétale conduit inéluctablement à alourdir le bilan carbone de manière considérable par l'acheminement de pâte provenant d'Europe du Nord ou d'autres zones hors du territoire national.

Les projets industriels travaillés par les équipes syndicales de l'entreprise, par les élus locaux sont indéniablement conforme aux objectifs du Grenelle de l'environnement :

- La mise en place d'une station de désencrage permettant de produire de la pâte à papier à partir de papier recyclé, venant en complément de la pâte fabriquée à partir du bois.
- L'installation d'une chaudière Biomasse permettant de produire de l'énergie électrique « propre ».
- Enfin la production de granules de bois permettrait de fournir à toute la région du combustible tant pour les particuliers que pour les collectivités locales, dotées de chaudière nouvelle génération, plus écologique que celles à fioul ou à gaz.

Aujourd'hui, nous nous heurtons à la volonté d'un groupe mondial d'origine finlandaise de se désengager complètement du site d'Alizay en l'asphyxiant financièrement et par ailleurs en ne lui donnant aucun moyen financier supplémentaire pour mettre en œuvre de tels projets nécessaires aux citoyens et à l'économie régionale.

Il est important d'agir rapidement pour éviter, à très court terme, l'arrêt définitif de l'unité de pâte à papier.

Nous savons :

- Que l'usine produit, techniquement, de l'électricité verte qui n'est pas éligible au sens de la CRE
- Que d'autres unités belges et françaises vendent leur électricité plus cher à Electrabel ou EDF car leur production d'électricité est reconnue comme éligible
- Que 3 unités de fabrication de pâte à papier du sud ouest de la France paient le bois qui leur est nécessaire très peu cher car ce bois est subventionné par l'Etat français suite à la tempête Klaus de janvier 2009.

Il nous apparaît donc absolument nécessaire de travailler très rapidement 2 solutions :

- Permettre au site M-Real d'Alizay de vendre de l'électricité verte à hauteur de 135 €/MWh (prix de vente défini dans le cadre de la réponse à l'appel d'offre de la CRE par la société Poweo.
- Mettre en place des aides à l'aménagement des forêts permettant à l'unité d'Alizay d'acheter le bois qui lui est nécessaire (déchets de l'industrie de l'ameublement et coupes d'éclaircies dues à la gestion pérenne des forêts par l'ONF) à un prix beaucoup plus faible qu'actuellement.

Ces deux idées permettraient de réfléchir sereinement à la mise en place d'un projet industriel ambitieux qui pérenniserait l'emploi et la production sur le long terme à condition que la fabrication de pâte à papier reprenne ; son arrêt définitif entraînerait obligatoirement la fermeture de l'unité de fabrication de papier.

Cela nécessite l'organisation d'une table ronde, pour que des actions rapides soient menées pour le redémarrage de la fabrication de pâte à papier. L'Etat a connaissance de nos propositions, nous attendons des réponses.